

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

A l'assemblée générale ordinaire
délibérant sur les comptes
de l'exercice clos le 31 août 2022

INSTITUT NOTRE DAME DE LA PROVIDENCE

Siège social : 22, Place Notre dame

57100 THIONVILLE

N° SIRET : 78004293300017



Mesdames, Messieurs,

I – OPINION

En exécution de la mission qui m'a été confiée par votre assemblée générale, j'ai effectué l'audit des comptes annuels de l'association Institut Notre dame de la Providence relatif à l'exercice clos le 31 août 2022, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Je certifie que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

II – FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

J'ai effectué mon audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. J'estime que les éléments que j'ai collectés sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion.

Les responsabilités qui m'incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilité du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

J'ai réalisé ma mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui me sont applicables, sur la période du 1^{er} septembre 2020 à la date d'émission de mon rapport, et notamment je n'ai pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

III – JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L 823-9 et R.823-7 du Code de commerce relatives à la justification de mes appréciations, je vous informe que les appréciations les plus importantes auxquelles j'ai procédé, selon mon jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues ainsi que sur la présentation d'ensemble des comptes.

J'ai également procédé à un examen analytique des charges d'exploitation. Les variations les plus significatives ont conduit à des sondages plus approfondis sur les comptes de charges.

J'ai notamment procédé à l'examen des aspects comptables et juridiques relatifs aux subventions de toute nature reçues par l'association. Ainsi, toutes les conventions signées avec les collectivités locales ont été contrôlées.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de mon opinion exprimée ci-avant. Je n'exprime pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

IV – VERIFICATION DU RAPPORT FINANCIER ET DES AUTRES DOCUMENTS ADRESSES AUX MEMBRES DE L'ASSOCIATION

J'ai également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Je n'ai pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents adressés aux adhérents sur la situation financière et les comptes annuels.

V – RESPONSABILITE DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVE AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre conseil d'administration.

VI – RESPONSABILITE DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il m'appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels.

Mon objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative.

Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, ma mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des

événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

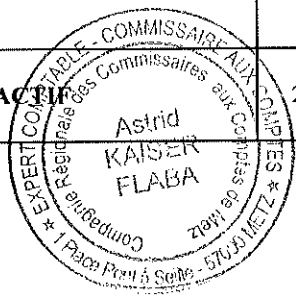
Fait à Metz, le 25 janvier 2023

A. KAISER
Commissaire aux comptes



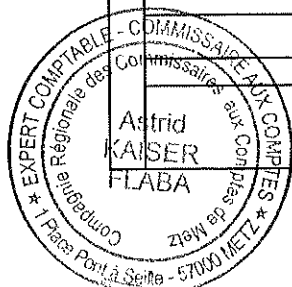
BILAN AU 31 AOUT 2022

	ACTIF	VALEUR BRUTE	AMORTISSEMENT PROVISIONS	VALEUR NETTE (N)	VALEUR NETTE (N-1)
A C T I F M O B I L I S E	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	18 883,44	7 634,88	11 248,56	-
	- Autres logiciels	18 883,44	7 634,88	11 248,56	-
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	9 823 356,39	5 468 461,10	4 354 895,29	4 752 049,67
	- Constructions (et leur IAA)	4 965 143,28	4 212 293,13	752 850,15	823 082,83
	- Installations, mobilier matériel d'activité	-	-	-	-
	- Matériel de transport	336 755,87	240 728,34	96 027,53	66 804,17
	- Mobilier & matériel de bureau et informatique	3 895 546,54		3 895 546,54	1 061 976,26
	- Immobilisations en cours	19 020 802,08	9 921 482,57	9 099 319,51	6 703 912,93
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES	7 007,58		7 007,58	7 007,58
	- Effort construction : titres souscrits	122 506,71		122 506,71	120 360,83
	- Prêts	2 216,23		2 216,23	2 216,23
	- Dépôts et cautionnements	131 730,52		131 730,52	129 584,64
	TOTAL ACTIF IMMOBILISE (I)	19 171 416,04 €	9 929 117,45 €	9 242 298,59 €	6 833 497,57 €
	CREANCES ET COMPTES RATTACHES	54 884,97	21 892,95	32 992,02	38 395,91
	- Familles et élèves	-		-	9 923,88
	- Client factures à établir	2 463,92		2 463,92	18,27
	- Personnel et charges social à récup	29 229,00		29 229,00	413 650,00
	- Etat et autres collectivités publiques	-		-	-
	- Associations	-		-	-
	- Débiteurs divers	-		-	-
	- Divers produits à recevoir	-		-	-
	- Fournisseurs avances et avoirs à recevoir	1 476,71		1 476,71	1 012,80
		88 054,60	21 892,95	66 161,65	463 000,86
C I R C U L A N T	PLACEMENTS : VAL MOBIL ET AUTRES	4 133 048,87	-	4 133 048,87	4 339 324,17
	- Placements				
	Disponibilités	180 784,17		180 784,17	1 033 233,15
	- Banques	591,10		591,10	1 965,79
	- Caisse	8 720,00		8 720,00	7 301,00
	- Intérêts courus	190 095,27	-	190 095,27	1 042 499,94
	CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	167 709,19	-	167 709,19	94 892,49
	TOTAL ACTIF CIRCULANT (II)	4 578 907,93 €	21 892,95 €	4 557 014,98 €	5 939 717,46 €
R E G U L	CHARGES A REP/PLUS EXERICE (III)				
	TOTAL DE L'ACTIF	23 750 323,97 €	9 951 010,40 €	13 799 313,57 €	12 773 215,03 €



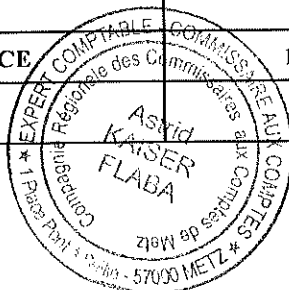
BILAN AU 31 AOUT 2022

	PASSIF	VALEUR (N)	VALEUR (N-1)
FONDS ASSOCIATIFS SANS DROIT DE REPRISE FOND STATUTAIRE SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENTS RENOUVELABLES FONDS DE TRÉSORERIE APPORTÉS LIBÉRALITÉS AYANT LE CARACTÈRE D'APPORT FOND ASSOCIATIFS AVEC DROIT DE REPRISE FOND DES BIENS AFFECTÉS FOND DES BIENS NON AFFECTÉS LIBÉRALITÉS AYANT LE CARACTÈRE D'APPORT SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENTS RENOUVELABLES P R O P R I É S R É S E R V E S R É S E R V E S S T A T U T A I R E S R É S E R V E S G É N É R A L E S D' I N T E R V E N T I O N A U T R E S R É S E R V E S R É S U L T A T E T R E P O R T A N O U V E A U R É S U L T A T D E L' E X E R C I C E S U B V E N T I O N S I N V E S T I S S E M E N T S A M O R T I S S A B L E S T O T A L F O N D S P R O P R E S (I)	FONDS ASSOCIATIFS SANS DROIT DE REPRISE - Valeur du patrimoine intégré - Fond statutaire - Subventions d'investissements renouvelables - Fonds de trésorerie apportés - Libéralités ayant le caractère d'apport	810 177,61 - 810 177,61	810 177,61
	FONDS ASSOCIATIFS AVEC DROIT DE REPRISE - Valeur des biens affectés - Valeur des biens non affectés - Libéralités ayant le caractère d'apport - Subventions d'investissements renouvelables	- - - -	- - - -
	P R O P R I É S R É S E R V E S - Réserves statutaires - Réserves d'investissement - Réserve générale d'intervention - Autres réserves	2 291 181,36 1 189 856,36 3 481 037,72	2 291 181,36 1 024 011,98 3 315 193,34
	RESULTAT ET REPORT A NOUVEAU - Report à nouveau - Résultat de l'exercice	433 152,09 183 192,75 616 344,84	433 152,09 165 844,38 598 996,47
	SUBVENTIONS INVESTISSEMENTS AMORTISSABLES	1 580 287,35	822 113,58
	TOTAL FONDS PROPRES (I)	6 487 847,52 €	5 546 481,00 €
	P R O V PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES - Pour risques - Pour charges	- 1 510 069,54	- 1 578 272,95
	TOTAL DES PROVISIONS (II)	1 510 069,54 €	1 578 272,95 €
	EMPRUNTS & DETTES AUPRES ETABLISSEMENTS DE CREDIT - Capital emprunté - Intérêts courus - Banque	- 3 949 267,11 2 320,31 497,91 3 952 085,33	- 4 064 946,44 2 076,37 310,56 4 067 333,37
	AUTRES DETTES - Dettes sur immobilisations - Fournisseurs et comptes rattachés - Familles ou élèves : avances reçues - Dettes relatives au personnel - Etat et autres collectivités publiques - Confédérations, Fédérations, Ass. et Org. Apparentés - Autres dettes	542 033,66 635 475,64 270 582,38 242 106,16 69 168,32 - 78 831,47 1 838 197,63	403 394,27 443 496,11 277 976,95 297 053,71 68 502,29 - 79 764,38 1 570 187,71
	PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	11 113,55	10 940,00
	TOTAL DES DETTES (IV)	5 801 396,51 €	5 648 461,08 €
	TOTAL DU PASSIF	13 799 313,57 €	12 773 215,03 €



COMPTE DE FONCTIONNEMENT AU 31 AOUT 2022

	COMPTE DE FONCTIONNEMENT	EXERCICE N	EXERCICE N-1
P R O D U I T S	PRODUITS DE FONCTIONNEMENT		
	PARTICIPATION DES FAMILLES	4 293 974,30	3 854 845,65
	SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT	2 860 616,09	2 698 875,53
	PRODUITS DES ACTIVITES ANNEXES	180 590,47	193 622,63
	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	64 630,42	188 679,40
	REPRISES AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	730 933,78	1 855 717,40
	TOTAL PRODUITS DE FONCTIONNEMENT	8 130 745,06	8 791 740,61
C H A R G E S	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
	COUTS DE PERSONNEL	2 799 272,14	2 698 476,28
	AUTRES COUTS		
	- Consommations	1 711 163,69	1 445 401,52
	- Autres charges externes	1 826 832,44	2 874 661,45
	- Autres services extérieurs	363 946,64	344 630,72
	- Autres impôts et taxes	57 497,04	50 633,35
		3 959 439,81	4 715 327,04
	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	14 461,30	5 989,51
	AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	1 292 222,99	1 176 938,81
	TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT	8 065 396,24	8 596 731,64
F I N A N	RESULTAT DE FONCTIONNEMENT	65 348,82 €	195 008,97 €
	PRODUITS FINANCIERS	6 772,21	9 781,82
	CHARGES FINANCIERES	38 123,19	31 660,52
	RESULTAT FINANCIER	- 31 350,98 €	- 21 878,70 €
E X C E P T	PRODUITS EXEPTIONNELS	150 382,91	4 558,62
	CHARGES EXCEPTIONNELLES		10 370,51
	RESULTAT EXCEPTIONNEL	150 382,91 €	- 5 811,89 €
	IMPOT SOCIETE	1 188,00	1 474,00
	RESULTAT DE L'EXERCICE	183 192,75 €	165 844,38 €



ANNEXES

IDENTIFICATION DE L'ASSOCIATION

INSTITUT NOTRE-DAME DE LA PROVIDENCE

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31 août 2022, dont le total est de 13 799 313,57 € et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste et dégageant un résultat 183 192,75 €.

L'exercice a une durée de douze mois, recouvrant la période du 1 septembre 2021 au 31 août 2022.

Les notes indiquées ci-après, font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 30 Novembre 2022 par le conseil d'administration.

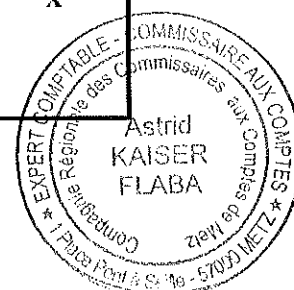


ELEMENTS DE L'ANNEXE A FOURNIR PAR L'ASSOCIATION

Elément N°	ANNEXE AU BILAN ET COMPTE DE RESULTAT	Informations		
		Produites réf.	Non produites	
			N/S	N/A
1	REGLES ET METHODES COMPTABLES Méthodes d'évaluation, calcul des amortissements et des provisions . Changement de méthode. dérogations, informations complémentaires pour donner l'image fidèle COMPLEMENTS D'INFORMATIONS RELATIFS AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT	A001		
2	Etat de l'actif immobilisé	A002		
3	Etat des amortissements	A003		
4	Tableau des mouvements des réserves et provisions	A004		
5	Etat des échéances des créances et des dettes	A005		
6	Informations et commentaires			
	1. Eléments relevant de plusieurs postes bilan	A601		X
	2. Réévaluation	A602		X
	3. Frais d'établissement	A603		X
	4. Frais de recherche appliquée et de dévelop.	A604		X
	5. Fonds commercial	A605		X
	6. Intérêts immobilisés	A606		X
	7. Intérêts sur éléments de l'actif circulant	A607		X
	8. Différences d'évaluation sur éléments fongibles de l'actif circulant	A608		X
	9. Avances aux dirigeants	A609		X
	10. Produits à recevoir	A610		
	11. Charges à payer	A611		
	12. Charges et produits constatés d'avance	A612		
	13. Charges à répartir sur plusieurs exercices	A613		X
	14. Composition du capital social	A614		X
	15. Parts bénéficiaires	A615		X
	ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS			
7	Crédit bail	A007		
8	Engagements financiers	A008		
9	Dettes garanties par des sûretés réelles	A009		X
14	Identité des sociétés mères consolidant les comptes de la société	A014		X
15	Liste des filiales et participations	A015		X
	AUTRES ELEMENTS SIGNIFICATIFS			

N/S: non significatif

N/A: non applicable



ELEMENTS DE L'ANNEXE A FOURNIR PAR L'ASSOCIATION

ANNEXE - ELEMENT 1

REGLES ET METHODES COMPTABLES

Exercice clos le 31/08/2022

les comptes annuels de l'exercice ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement 99-01 du CRC et aux dispositions du plan comptable du secteur de l'enseignement.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

☞ **Continuité de l'exploitation**

La continuité de l'exploitation est assurée.

☞ **Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre**

La permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre a été respectée.

☞ **Indépendance des exercices**

Le compte de fonctionnement indique les produits et charges sur exercices antérieurs.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.



REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat) et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue.

- Constructions	5 à 20 ans
- Installations générales	5 à 10 ans
- Matériel de bureau et informatique	5 ans
- Matériel et mobilier d'enseignement	3 à 10 ans
- Matériel et mobilier restauration	5 à 10 ans
- Matériel et mobilier d'informatique	5 à 10 ans

Participations, autres titres immobilisés, valeurs mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Engagement en matière de retraite

Le montant des droits qui seraient acquis par les salariés pour l'indemnités de départ à la retraite, en tenant compte d'un pourcentage de probabilité de présence dans l'entreprise à l'âge de la retraite, s'élève à 234 249 €.

Ce montant est entièrement comptabilisé en provision pour risque et charges.



Précisions

Conformément aux règlements CRC N°2002-10 du 12/12/2002 et CRC N°2004-06 du 23/11/2004, les établissements d'enseignement catholique doivent appliquer, à compter du 1 septembre 2005, les nouvelles règles comptables relatives à l'amortissement par composants des actifs immobilisés.

Dans le cadre de l'établissement des comptes annuels de l'Institut Notre Dame de la Providence au 31/08/2022, la méthode prospective a été retenue.

La méthode des amortissements par composants a été appliquée.

Faits caractéristiques de l'exercice**Application du nouveau règlement comptable 2018-06**

Il est à rappeler qu'à compter de l'exercice ouvert 1er septembre 2020, il a été appliqué le nouveau plan comptable conforme au règlement n° 2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif homologué par arrêté du 26 décembre 2018 publié au journal officiel du 30 décembre 2018.

Comme l'année précédente l'impact sur le résultat de l'exercice correspond à la quote part de subventions d'investissements virée au compte de résultat pour un montant de 108 881,55 €.

Avant le 1er septembre 2020, ces subventions étaient comptabilisées en fonds propres (comptes 102 pour le montant sans droit de reprise et en compte 103 pour le montant avec droit de reprise) sans affecter le résultat.

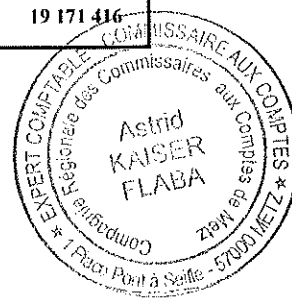
Toutefois, au bilan 31 Août 2022 il a été apporté une modification dans la comptabilisation des quote-parts des subventions virées au compte de résultat. Celles-ci ont été comptabilisées en produits exceptionnels pour un montant de 144 050,66 € (au lieu du poste "autres produits de gestion courante" au bilan 31 Août 2021)

Pour mémoire, depuis l'exercice clos au 31 Août 2021 l'ensemble des subventions d'investissements affectées à des biens renouvelables pour lesquels il n'y a plus de droit de reprise ont été comptabilisés au compte 110 Report à nouveau pour un montant de 433 152,09 €.



ETAT DE L'ACTIF IMMOBILISE

IMMOBILISATIONS		Valeur brute des immobilisations au début de l'exercice	Acquisitions et apports	Cessions et mises hors service	Virements poste à poste	Valeur brute des immobilisations à la fin de l'exercice
INCORPORELLES	Frais d'établissement TOTAL I					-
	Autres immobilisations incorporelles TOTAL II	4 800	14 083			18 883
CORPORELLES	Terrains					-
	Constructions	Sur sol propre				-
		Sur sol d'autrui	2 410 360			2 410 360
		Installations générales, agencements				-
		Aménagement des constructions	7 747 953	334 956		7 412 996
	Installations techniques, matériel et outillages liés à l'activité		2 247 955	133 849	46 442	2 335 362
	Autres immobilisations corporelles	Inst. Gén. agencement, aménagements divers	2 753 591	6 720	130 529	2 629 781
		Matériel de transport				-
		Matériel bureau et informatique	280 146	60 655	4 045	336 756
	Immobilisations corporelles en cours		1 061 976	2 877 944	44 374	3 895 546
	Avances et acomptes					-
	TOTAL III		16 501 980	3 079 169	515 973	19 020 802
	Immobilisations grévées de droit TOTAL IV		-			-
FINANCIERES	Participations et créances rattachées à des participations		7 007			7 007
	Autres titres immobilisés					-
	Prêts et autres immobilisations financières		122 577	8 174	6 028	124 723
	TOTAL V		129 585	8 174	6 028	131 731
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)		16 636 365	3 101 426	522 001	44 374	19 171 416



ETAT DES AMORTISSEMENTS

IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES		Montant des amortissements en début d'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : amortissements afférents aux éléments sortis de l'actif et reprises	Virements poste à poste	Montant des amortissements à la fin de l'exercice
INCORPORELLES	Frais d'établissement TOTAL I					-
	Autres immobilisations incorporelles TOTAL II	4 800	2 835			7 635
CORPORELLES	Constructions	Sur sol propre				-
		Sur sol d'autrui	1 496 551	105 393		1 601 945
		Installations générales, agencements				-
		Aménagement des constructions	3 909 711	291 761	334 956	3 866 516
	Installations techniques, matériel et outillages liés à l'activité		1 805 704	132 976	46 442	1 892 238
	Autres immobilisations corporelles	Inst. Gén. agencements, aménagements divers	2 372 759	77 825	130 529	2 320 055
		Matériel de transport				-
		Matériel bureau et informatique	213 342	31 432	4 045	240 728
	TOTAL III		9 798 067	639 388	515 973	9 921 483
	Immobilisations grévées de droit TOTAL IV		-			-
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV)		9 802 867	642 223	515 973	-	9 929 118



TABLEAU DES MOUVEMENTS DES RESERVES ET PROVISIONS
--

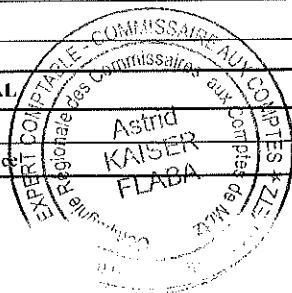
NATURE DES PROVISIONS		Montant au début de l'exercice	Augmentation : dotation de l'exercice	Diminution : reprises de l'exercice	Reprise de provisions non utilisées	Montant à la fin de l'exercice
RESERVES	Réserve statutaire					-
	Réserve générale de gestion					-
	Réserve d'investissement	2 291 181				2 291 181
	Réserve de Trésorerie					-
	Autres réserves	1 024 012	165 844			1 189 856
	TOTAL RESERVES	3 315 193	165 844	-	-	3 481 038
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Provisions pour litiges					-
	Autres provisions pour risques					-
	Autres provisions pour charges (indemnités de départ en retraite)	251 009		16 760		234 249
	Provisions pour gros entretiens	1 327 264	650 000	701 443		1 275 821
	TOTAL	1 578 273	650 000	718 203	-	1 510 070
PROVISIONS POUR DEPRECIATIONS	Sur immobilisations :	• Incorporelles				-
		• Corporelles				-
		• Financières				-
	Sur stocks et en cours					-
	Sur comptes familles		34 623	12 730		21 893
	Sur valeurs mobilières de placement					-
	Autres provisions pour dépréciation					-
	TOTAL		34 623	-	12 730	21 893
DOTATIONS ET REPRISES	Charges d'exploitation			650 000	730 934	
	Charges financières					
	Charges exceptionnelles			-		



ETAT DES CREANCES ET DETTES

CREANCES	Montant brut	Liquidité de l'actif	
		Échéances à moins 1 an	Échéances à plus 1 an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations	-	-	-
Prêts (1)	122 507		122 507
Autres immobilisations financières	9 224	-	9 224
TOTAL I	131 731	-	131 731
Créances de l'actif circulant :			
Familles et élèves créances douteuses ou litigieuses	29 301	29 301	-
Autres créances familles et élèves	25 584	25 584	-
Clients - Factures à établir	-		
Personnel et comptes rattachés	18	18	-
Sécurité Sociale & Autres organismes sociales	2 446	2 446	-
Etat et autres collectivités publiques	29 229	29 229	
Associations - Communauté	-	-	-
Débiteurs divers	-	-	-
Fournisseurs avances, acomptes et avoir à recevoir	1 477	1 477	-
Charges constatées d'avances	167 709	134 247	33 462
TOTAL II	255 764	222 302	33 462
TOTAL GENERAL (I + II)	387 494	222 302	165 193
(1) Prêts accordés en cours d'exercice	8 174		
Prêts récupérés en cours d'exercice	6 028		

DETTES	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Échéances à moins 1 an	Échéances	
			à plus 1 an	à plus 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (2)	-	-	-	-
Autres emprunts obligataires (2)	-	-	-	-
Emprunts (2) et dettes auprès des établissements de crédit :				
- à 1 ans au maximum à l'origine	498	498	-	-
- à plus de 1 ans à l'origine	3 951 587	594 866	2 305 497	1 051 225
Emprunts et dettes financières divers (2)	-	-	-	-
Dettes sur immobilisations et Comptes rattachés	542 034	542 034		
Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	635 476	635 476	-	-
Familles ou élèves : avances reçues	270 582	270 582		
Dettes relatives au personnel	119 319	119 319	-	-
Sécurité Sociale et autres organismes	122 787	122 787		
Etat et autres collectivités publiques	69 168	69 168	-	-
Associations	-	-	-	-
Autres dettes	78 831	78 831	-	-
Produits constatés d'avance	11 114	11 114	-	-
TOTAL	5 801 397	2 444 675	2 305 497	1 051 225
(2) Emprunts souscrits en cours d'exercice	471 243			
Emprunts remboursés en cours d'exercice	586 922			



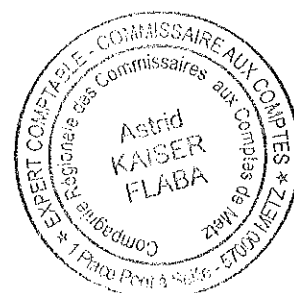
PRODUITS A RECEVOIR

MONTANT DES PRODUITS A RECEVOIR INCLUS DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	MONTANT
Créances rattachées à des participations	
Autres immobilisations financières	
Familles ou élèves et comptes rattachés	-
Organismes Sociaux produits à recevoir	2 446
Etat Département Région Commune (subventions de fonctionnement)	29 229
Etat autres produits à recevoir	-
Autres créances (subventions sur investissements)	
Disponibilités (Intérêts Livrets et CAT)	8 720
Remboursement formation	-
Divers à recevoir	192
TOTAL	40 586



CHARGES A PAYER

MONTANT DES CHARGES A PAYER INCLUS DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	MONTANT
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	2 320
Emprunts et dettes financières divers	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	148 046
Dettes fiscales et sociales	154 974
Dettes fournisseurs sur immobilisations	
Autres dettes	
TOTAL	305 340



CHARGES ET PRODUITS CONSTATES D'AVANCE

	CHARGES	PRODUITS
Charges / Produits d'exploitation	166 960	11 114
Charges / Produits financiers	749	-
Charges / Produits exceptionnels	-	-
TOTAL	167 709	11 114



CREDIT-BAIL

	Logiciels Droits et valeurs similaires	Terrains	Constructions	Matériels et outillages	Autres	TOTAUX
VALEUR D'ORIGINE				683 144		683 144
AMORTISSEMENTS						
Cumul exercice antérieurs				245 923		245 923
Dotation exercice				153 468		153 468
TOTAL	0			399 391		399 391
REDEVANCES PAYEES						
Cumul exercice antérieurs				233 919		233 919
Redevances Exercice				160 872		160 872
TOTAL	0			394 791		394 791
REDEVANCES RESTANT A PAYER						
à 1 an au plus				156 126		156 126
entre 1 et 5 ans				137 439		137 439
à plus de 5 ans						
TOTAL	0			293 565		293 565
VALEUR RESIDUELLE						
à 1 an au plus				1 730		1 730
entre 1 et 5 ans				1 621		1 621
à plus de 5 ans						
TOTAL	0			3 351		3 351
MONTANT PRIS EN CHARGE DANS L'EXERCICE				160 436		160 436



ENGAGEMENTS FINANCIERS

ENGAGEMENTS DONNES	MONTANT
Effets escomptés non échus	
Avals et cautions	
Engagements de crédit bail	296 916
Engagements en matière de Droit Individuels à la Formation DIF	
Engagement en matière de retraite	234 249
Autres engagements donnés	-
Emprunts BPL/CE	3 951 587
TOTAL	4 482 752

